

CHARTRE ÉTHIQUE

Les conditions de production dans lesquelles la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres fournit ses services doivent être conformes à la Convention Collective Nationale des Organismes de Sécurité Sociale et plus largement au droit du travail français.

Par parallèle, la CPAM des Flandres demande à ses contractants, à ses fournisseurs et à leurs sous-traitants¹ de respecter le droit du travail français pour les travailleurs qui en relèvent et les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour ceux qui relèvent de législations moins protectrices.

Pour ces derniers travailleurs, sont notamment visés par la présente charte :

1) l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé

A ce titre, les travailleurs ont le libre choix de leur employeur et ne peuvent être tenus de lui laisser une caution en liquide ou leurs papiers d'identité.

2) la non discrimination

A ce titre, sera respectée l'égalité de traitement entre les travailleurs, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de religion, d'opinion politique, de nationalité, d'origine sociale (*Cf. conventions 100 & 111 de l'OIT*).

3) la liberté d'association et le droit de négociation collective

A ce titre, est reconnu le droit des travailleurs à créer des syndicats, à se syndiquer, à négocier collectivement (*Cf. conventions 87 & 98 de l'OIT*) et leurs représentants ne font pas l'objet de discriminations. (*Cf. convention 135 de l'OIT*).

¹ Par les termes de « contractants », « fournisseurs », « sous-traitants », la présente charte désigne toute personne ou organisation qui signe un contrat ou un marché, soit directement soit indirectement, avec la CPAM des Flandres et, ce faisant, s'engage dans un processus de fabrication de biens ou de services qui a pour but de mettre à disposition, du personnel ou des clients de la CPAM, un produit fini.

4) la garantie de conditions de travail dignes notamment en matière :

- de salaire,

Les rémunérations versées doivent être au moins conformes aux normes minimales légales et permettre au travailleur de faire face à ses besoins fondamentaux. Les retenues sur salaires ne peuvent être utilisées comme mesure disciplinaire et, plus généralement, aucune retenue non prévue par la loi ne peut être appliquée.

Le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires sont rémunérées comme telles.

- d'organisation, de santé et de sécurité

Les travailleurs disposent d'un environnement de travail sûr et sain. Ils sont à l'abri de tout abus physique, de toute pratique punitive d'exception, de tout harcèlement sexuel ou autre, de toute acte d'intimidation de la part de l'employeur. Les obligations relatives à leur statut (apprentissage, par exemple, sont respectées).

En conséquence, la Société..... , fournisseur de la CPAM des Flandres atteste que les produits ou services qu'elle lui procure sont réalisés dans le respect des 4 normes éthiques, ci-dessus explicitées.

A cet égard, elle est prête à fournir, par écrit, à la CPAM, toutes les explications que cette dernière pourrait souhaiter, notamment quant aux conditions de réalisation de produits ou services fabriqués à l'étranger.

Le

**La Directrice
de la CPAM des Flandres,**

La Société
(nom et prénom du représentant)
Signature précédée
de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

Magali EVEN